



PROJET NOVA

MANIFESTE OFFICIEL

Version consolidée - Document public de référence

Ce manifeste présente l'appel public, la mission nationale, les dix grands engagements, le serment public, la vision de pays, les premières mesures de mandat et la conclusion officielle du Projet Nova.

Document préparé pour diffusion, explication publique, mobilisation citoyenne et transmission politique.

AVIS INSTITUTIONNEL ET TABLE DE REPÉRAGE

Avis institutionnel

Le présent manifeste est un document politique public. Il synthétise la vision, les engagements et l'esprit général du Projet Nova. Il ne remplace pas le Dossier État, le Programme électoral complet, la Constitution proposée, les normes fondamentales ni les textes techniques. Il les rend accessibles au citoyen et sert de porte d'entrée publique au projet.

Le Projet Nova affirme que le pouvoir politique appartient au peuple, que l'État doit servir les citoyens, que la souveraineté doit être préparée avec sérieux et que toute grande décision nationale doit être expliquée avec clarté.

Table de repérage

Bloc	Contenu
Bloc 1	Appel au peuple, rupture avec l'ancien système et mission nationale
Bloc 2	Les 10 grands engagements publics du Projet Nova
Bloc 3	Le serment public du Projet Nova
Bloc 4	Le Québec que nous voulons bâtir
Bloc 5	Ce que le Projet Nova fera dès le premier mandat
Bloc 6	Conclusion finale, appel aux citoyens et clause de transmission

BLOC 1 - APPEL AU PEUPLE, RUPTURE AVEC L'ANCIEN SYSTÈME ET MISSION NATIONALE

Préambule

Le Québec est rendu à un moment décisif. Depuis trop longtemps, les citoyens voient les mêmes promesses revenir, les mêmes partis se succéder, les mêmes problèmes s'aggraver et les mêmes excuses être répétées.

On promet de changer les choses, mais le système demeure. On promet de réduire la bureaucratie, mais elle grossit. On promet la transparence, mais les décisions restent cachées. On promet de protéger les services essentiels, mais les délais et les crises continuent.

Le Projet Nova existe pour répondre à cette impasse.

Pourquoi le Projet Nova existe

Le Projet Nova est né d'une conviction simple : le Québec doit reprendre le contrôle de son avenir. Ce contrôle ne peut pas être seulement symbolique. Il doit être réel.

Reprendre le contrôle signifie contrôler nos lois, notre fiscalité, notre immigration, nos institutions, nos services publics, notre territoire, notre énergie, nos données, notre démocratie et notre avenir national.

Le Projet Nova ne veut pas simplement remplacer un parti par un autre. Il veut changer les règles du pouvoir.

Le problème n'est pas seulement politique

Le problème du Québec n'est pas seulement le nom du gouvernement en place. Le problème est plus profond : le citoyen vote, mais contrôle peu ; les décisions sont prises loin du peuple ; les responsabilités sont diluées ; les services essentiels manquent de résultats ; la bureaucratie se protège elle-même.

Le Projet Nova refuse ce modèle. Un État qui appartient au peuple doit être visible, contrôlable et responsable devant le peuple.

Ce que nous voulons changer

Le Projet Nova veut remettre de l'ordre, de la clarté et de la responsabilité dans l'État.

- une démocratie plus directe ;
- une autorité électorale totalement indépendante ;
- des référendums clairs pour les grandes décisions ;
- des initiatives citoyennes et une révocation encadrée ;
- une transparence réelle des dépenses ;
- un audit complet de l'État ;
- une lutte sérieuse contre la corruption ;
- une fiscalité plus simple et moins de taxes cachées ;
- des services essentiels protégés ;

- une immigration liée à la capacité d'accueil ;
- une protection forte du français ;
- une souveraineté préparée sérieusement.

Le peuple avant le système

Le pouvoir appartient au peuple. Les élus ne sont pas propriétaires de l'État. Les partis ne sont pas propriétaires du Québec. Les réseaux d'influence ne sont pas propriétaires des décisions publiques.

Le gouvernement reçoit un mandat. Ce mandat doit être limité, vérifiable et révocable selon des règles démocratiques.

La souveraineté comme responsabilité

Pour le Projet Nova, la souveraineté n'est pas un slogan. La souveraineté est une responsabilité : elle exige une Constitution, des institutions solides, des finances claires, des services protégés, une transition organisée, une reconnaissance internationale préparée, une citoyenneté claire et une population informée.

Le Projet Nova refuse l'improvisation. Le Québec doit devenir souverain par la préparation, la clarté et la volonté populaire.

Transparence, intégrité et responsabilité

Le Projet Nova repose sur trois exigences : transparence, intégrité et responsabilité. Les citoyens doivent savoir comment l'État utilise leur argent, les décisions doivent être prises sans corruption ni favoritisme, et les décideurs doivent répondre de leurs actes.

Un État au service des citoyens

L'État ne doit pas exister pour nourrir sa propre machine. Il doit servir les citoyens, les familles, les travailleurs, les aînés, les jeunes, les entrepreneurs, les régions, les personnes vulnérables et l'avenir national du Québec.

Le Projet Nova veut un État plus simple, plus humain et plus responsable.

Le français comme langue commune

Le français est au cœur de l'identité, de la cohésion et de l'avenir du Québec. Il doit demeurer la langue commune, publique, nationale, de l'État, du travail et de l'intégration.

Une économie libre, productive et responsable

Le Projet Nova veut une économie fondée sur le travail, les métiers, les PME, les régions, l'agriculture, l'industrie, l'énergie, l'innovation et la transformation locale. Avant de redistribuer la richesse, il faut pouvoir la créer.

Immigration responsable et cohésion sociale

Le Projet Nova veut une immigration responsable, liée à la capacité réelle d'accueil : logement, santé, éducation, francisation, services sociaux, marché du travail et cohésion sociale. Accueillir dignement exige de savoir combien le Québec peut réellement accueillir, franciser, loger, intégrer et servir.

Refus des extrêmes

Le Projet Nova refuse l'État opaque, policier, gaspilleur, idéologique, surveillant, taxateur sans transparence et gouvernant par la peur. Il refuse aussi le chaos, l'irresponsabilité, la corruption, le désordre permanent et l'abandon des services essentiels. Il cherche l'équilibre : liberté, ordre, responsabilité et démocratie.

Notre engagement devant le peuple

Le Projet Nova s'engage à dire la vérité, même lorsqu'elle est difficile. Le peuple aura le droit de voir, de comprendre, de juger et de décider.

Appel au peuple

Le Québec ne manque pas de talent, de ressources, d'énergie, de travailleurs, d'entrepreneurs, de culture ou de courage. Ce qui manque, c'est un système politique qui fait réellement confiance au peuple.

Le Projet Nova appelle les citoyens à reprendre leur place : non comme spectateurs, mais comme peuple.

BLOC 2 - LES 10 GRANDS ENGAGEMENTS PUBLICS DU PROJET NOVA

1. Redonner le pouvoir au peuple

Le citoyen ne doit pas être consulté seulement une fois aux quatre ans. Il doit pouvoir voter, référendum, proposer, contester, vérifier, révoquer dans les cas graves, suivre les engagements et contrôler l'utilisation de l'argent public.

2. Protéger le vote contre le gouvernement

Le vote appartient au peuple. Le Projet Nova s'engage à protéger les élections, référendums et consultations par une autorité électorale totalement indépendante du gouvernement.

3. Rendre l'État transparent

Les citoyens ont le droit de savoir combien l'État dépense, à qui vont les contrats, pourquoi une décision est prise, qui est responsable et quels résultats sont obtenus.

4. Lancer un audit national de l'État

Avant de promettre plus de dépenses, il faut savoir où va l'argent. L'audit examinera ministères, organismes, sociétés d'État, contrats, subventions, programmes, dépenses, systèmes numériques, infrastructures et services essentiels.

5. Protéger les services essentiels

Santé, éducation, justice, sécurité, énergie, eau, infrastructures, logement, transport critique, communications et paiements publics doivent avoir des plans de continuité, des indicateurs publics et des correctifs.

6. Simplifier l'État et réduire la bureaucratie

Le citoyen ne doit plus être écrasé par les formulaires inutiles, les délais interminables, les réponses automatiques, les règles incompréhensibles et les bureaux qui se renvoient la responsabilité.

7. Protéger l'argent des contribuables

L'argent public est l'argent du peuple. Le Projet Nova veut lutter contre les taxes cachées, simplifier la fiscalité, publier un budget citoyen, contrôler la dette, combattre les paradis fiscaux et réduire le gaspillage.

8. Bâtir une économie libre, productive et responsable

Le Québec doit valoriser le travail, les métiers, les PME, l'innovation, l'énergie, l'agriculture, l'industrie, la transformation locale et la concurrence loyale.

9. Contrôler l'immigration selon la capacité d'accueil

Les seuils doivent tenir compte du logement, de la santé, de l'éducation, de la francisation, des services sociaux, du marché du travail, des infrastructures et de la cohésion sociale.

10. Préparer la souveraineté du Québec

La souveraineté exige une Constitution, des lois de transition, des finances claires, une citoyenneté québécoise, une autorité électorale indépendante, des services protégés, une stratégie internationale et un référendum clair lorsque les conditions sont réunies.

Synthèse des 10 engagements

No	Engagement	Objectif
1	Redonner le pouvoir au peuple	Démocratie réelle
2	Protéger le vote	Élections libres et fiables
3	Rendre l'État transparent	Décisions visibles
4	Lancer un audit national	Savoir où va l'argent
5	Protéger les services essentiels	Servir les citoyens
6	Simplifier l'État	Réduire la bureaucratie
7	Protéger les contribuables	Respect de l'argent public
8	Bâtir une économie productive	Créer de la richesse
9	Contrôler l'immigration	Capacité d'accueil réelle
10	Préparer la souveraineté	Québec pays souverain

Ce que ces engagements veulent dire

Le Projet Nova ne veut pas demander au peuple de faire confiance aveuglément. Il veut que le peuple puisse vérifier. Il ne veut pas seulement promettre, mais mesurer. Il ne veut pas seulement dénoncer, mais corriger. Il ne veut pas seulement parler de souveraineté, mais la préparer.

Ce que nous refusons

Le Projet Nova refuse le gouvernement opaque, les taxes cachées, les dépenses de prestige, la bureaucratie inutile, les décisions idéologiques sans preuve, les contrats publics difficiles à suivre, la corruption, les privilèges politiques, le culte du chef, la surveillance de masse, l'immigration sans capacité d'accueil, les guerres tarifaires payées par le peuple et l'improvisation souverainiste.

Ce que nous proposons

Le Projet Nova propose un État transparent, un peuple plus puissant, une démocratie plus directe, une économie plus libre, une fiscalité plus claire, des services essentiels mieux protégés, une immigration responsable, un français renforcé, une souveraineté préparée et un gouvernement qui accepte d'être contrôlé.

BLOC 3 - LE SERMENT PUBLIC DU PROJET NOVA

Dire la vérité au peuple

Le Projet Nova s'engage à dire la vérité au peuple du Québec, même lorsqu'elle est difficile. Les citoyens ont le droit de connaître l'état réel des finances, des services, des coûts, des risques, des délais et des erreurs.

Ne pas promettre l'impossible

Le Projet Nova refuse les promesses impossibles. Il promet plutôt de regarder les faits, publier les problèmes, corriger ce qui doit l'être, mesurer les résultats, rendre des comptes et respecter le peuple.

Rendre des comptes

Chaque engagement important devra être suivi ; chaque grande réforme devra être expliquée ; chaque retard devra être justifié ; chaque échec devra être reconnu ; chaque correction devra être publiée.

Respecter la souveraineté populaire

Aucun gouvernement, parti ou chef ne doit se placer au-dessus du peuple. La souveraineté populaire exige un vote libre, des référendums clairs, des citoyens informés et des institutions contrôlables.

Protéger le vote

Le vote doit appartenir au peuple, jamais au gouvernement. Les règles du vote, les listes, les résultats, le financement politique et les outils de scrutin doivent être protégés contre la manipulation.

Servir le Québec avant le parti

Le _____, s'il existe, devra rester un outil au service du projet et du peuple, non une machine de carrière, un culte du chef ou un appareil fermé.

Refuser le culte du chef

Un chef peut diriger, représenter et convaincre, mais il ne doit jamais devenir propriétaire du projet. Un projet de pays ne doit pas dépendre de l'ego d'une seule personne.

Refuser la politique de carrière

La politique doit redevenir un service. Un élu occupe une fonction temporaire ; il ne possède ni son siège, ni son mandat, ni les citoyens.

Refuser les privilèges

Les élus et hauts responsables ne doivent pas vivre au-dessus du peuple avec l'argent du peuple. Les dépenses de luxe, voyages inutiles, privilèges opaques et avions privés aux frais des contribuables doivent être refusés, sauf nécessité exceptionnelle publiée et vérifiable.

Protéger l'intégrité

L'intégrité doit guider les finances, contrats, nominations, dépenses, communications, candidatures, alliances et décisions publiques. La corruption, le favoritisme et les conflits d'intérêts cachés doivent être combattus.

Protéger la liberté de conscience

L'État ne doit pas imposer une pensée obligatoire. Un citoyen doit pouvoir réfléchir, croire, douter, critiquer, s'opposer et débattre sans être traité comme un ennemi du peuple.

Décider selon les faits

Les décisions publiques doivent utiliser des données vérifiables, analyses d'impact, projets pilotes, résultats mesurables et corrections publiques. Les faits doivent passer avant les slogans.

Corriger les erreurs

Reconnaître une erreur n'est pas une faiblesse. Le Projet Nova veut instaurer une culture politique où une mesure inefficace peut être corrigée publiquement.

Ne pas utiliser la peur pour gouverner

La peur ne doit pas remplacer la démocratie. Les risques doivent être expliqués clairement, mais la panique, la culpabilisation et l'urgence permanente ne doivent pas devenir une méthode de gouvernement.

Ne pas trahir le mandat reçu

Un mandat électoral n'est pas un chèque en blanc. Lorsque l'enjeu est majeur, le peuple doit être consulté.

Protéger les services essentiels avant l'image politique

La réputation d'un gouvernement ne vaut rien si les citoyens ne sont pas servis. Santé, éducation, justice, sécurité, logement, eau, énergie, infrastructures et paiements publics doivent passer avant l'image.

Préparer la souveraineté avec sérieux

La souveraineté exige Constitution, lois de transition, finances claires, services protégés, citoyenneté, frontières, reconnaissance internationale, souveraineté numérique et mandat populaire clair.

Respecter le résultat du peuple

Lorsqu'un vote est clair, valide et libre, le résultat doit être respecté, même lorsqu'il est difficile.

Serment final

Nous faisons le serment de servir le Québec avant nos intérêts ; de respecter le peuple ; de dire la vérité ; de protéger le vote ; de défendre la souveraineté populaire ; de refuser la corruption et les privilèges ; de limiter le pouvoir ; de protéger la liberté de conscience ; de préparer la souveraineté avec sérieux ; de corriger nos erreurs ; et de ne jamais oublier que l'État appartient au peuple.

BLOC 4 - LE QUÉBEC QUE NOUS VOULONS BÂTIR

Un Québec souverain

Le Projet Nova veut bâtir un Québec qui décide par lui-même de ses lois, de sa Constitution, de ses impôts, de son immigration, de ses ressources, de son énergie, de ses institutions, de sa citoyenneté, de ses données et de son avenir national.

Une souveraineté sérieuse

Le Projet Nova refuse l'improvisation souverainiste. Le peuple doit connaître les étapes, garanties, risques, correctifs, textes constitutionnels, finances, services protégés et calendrier de transition.

Une démocratie citoyenne

Le peuple doit pouvoir voter, référender, proposer, contester, contrôler, révoquer dans les cas graves, accéder à l'information, suivre les engagements et vérifier les dépenses.

Une autorité électorale indépendante

Tout ce qui touche le vote doit être indépendant du gouvernement. L'arbitre du vote ne doit jamais appartenir au gouvernement.

Un État transparent

La transparence doit devenir une règle fondamentale. Les citoyens doivent pouvoir voir dépenses, contrats, subventions, décisions majeures, délais, indicateurs, audits, erreurs et corrections.

Un État responsable

Un État responsable explique qui était responsable, pourquoi l'erreur s'est produite, combien elle a coûté, comment elle sera corrigée et comment elle sera évitée à l'avenir.

Un État simple et humain

Le citoyen ne doit pas être écrasé par les formulaires, délais, procédures, plateformes automatisées et décisions incompréhensibles. La technologie ne doit pas remplacer l'accès humain.

Des services essentiels protégés

Santé, éducation, justice, sécurité, logement, énergie, eau, infrastructures, transport critique, communications, paiements publics et services numériques doivent avoir responsables, plans de continuité, indicateurs et correctifs.

Une économie productive

Le Québec doit produire davantage : travail, entrepreneurs, PME, métiers, industrie, agriculture, ressources, énergie, innovation, régions et transformation locale.

Un marché libre responsable

Le marché doit fonctionner par l'offre, la demande, la concurrence et l'innovation, tout en étant protégé contre la fraude, la collusion, les monopoles abusifs, les contrats arrangés et l'exploitation.

Un Québec régional et enraciné

Les régions portent les ressources, l'agriculture, l'énergie, les forêts, les mines, les industries, les ports, les routes, les familles et une partie majeure de l'avenir national.

Un français renforcé

Le français est une condition de cohésion, de transmission et de souveraineté. Il doit être protégé dans l'État, l'école, le travail, les services, l'intégration, la culture et les institutions.

Une immigration responsable

L'accueil doit être lié au logement, à la santé, à l'éducation, à la francisation, aux services sociaux, aux infrastructures, à l'emploi et à la cohésion sociale.

Un Québec juste et sécuritaire

Le Projet Nova refuse autant le laxisme que l'autoritarisme. La sécurité doit protéger la liberté, non l'écraser.

Un Québec numériquement souverain

Les données personnelles, registres publics, systèmes fiscaux, données de santé, systèmes électoraux, infrastructures critiques, identité numérique et archives nationales doivent être protégés.

Un gouvernement basé sur les faits

Les décisions publiques doivent reposer sur données vérifiables, analyses d'impact, projets pilotes, résultats mesurables, preuves et corrections publiques.

Un Québec qui protège la liberté de conscience

L'État ne doit pas imposer aux citoyens une pensée obligatoire. Un peuple libre doit pouvoir croire, douter, critiquer, débattre et changer d'idée.

Un État qui ne se prend pas pour le peuple

Le gouvernement ne doit pas se prendre pour la nation. Le pouvoir politique doit être limité par Constitution, contre-pouvoirs, audits, tribunaux, autorité électorale, accès à l'information, référendums et reddition de comptes.

Conclusion du bloc 4

Le Projet Nova porte une vision claire : reconstruire le Québec autour du peuple, du français, de la souveraineté, de l'intégrité, de la responsabilité, de la production réelle et des services essentiels. Il ne veut pas un État qui domine le peuple, mais un État que le peuple peut contrôler.

BLOC 5 - CE QUE LE PROJET NOVA FERA DÈS LE PREMIER MANDAT

Lancer un audit national de l'État

Le premier mandat lancera un audit des ministères, organismes, sociétés d'État, contrats, subventions, programmes, dépenses, systèmes numériques, infrastructures, services essentiels, nominations, délais et doublons bureaucratiques.

Publier les dépenses, contrats et subventions

Les citoyens devront pouvoir voir contrats importants, bénéficiaires de subventions, dépenses majeures, dépassements, fournisseurs récurrents, dépenses des élus, grands projets et résultats.

Geler les dépenses de prestige

Les voyages inutiles, dépenses de luxe, avantages injustifiés, événements coûteux sans utilité réelle, remboursements abusifs et dépenses d'image politique devront être gelés, révisés ou abolis.

Interdire les avions privés aux frais des contribuables

Une exception ne pourra exister que si elle est exceptionnelle, nécessaire, démontrée, publiée, vérifiable et directement liée à une obligation publique impossible à remplir autrement.

Protéger le vote contre le gouvernement

Le Projet Nova préparera l'indépendance de l'autorité électorale, la protection de son budget, la nomination indépendante, les audits des résultats, la transparence du financement et l'encadrement prudent du vote technologique.

Simplifier les services aux citoyens

Le premier mandat lancera une opération contre les formulaires inutiles, délais interminables, réponses automatiques, règles incompréhensibles et bureaux qui se renvoient la responsabilité.

Protéger l'accès humain aux services essentiels

Un citoyen doit pouvoir parler à une personne réelle lorsqu'une décision touche sa santé, son revenu, son logement, ses droits, sa sécurité, ses documents ou son accès à un service essentiel.

Publier les délais des services essentiels

Les délais devront être suivis dans la santé, la justice, les permis, les services administratifs, le logement, les programmes sociaux, les infrastructures et les services aux entreprises.

Protéger la santé et les services sociaux

Le premier mandat examinera urgences, listes d'attente, première ligne, soins en région, systèmes numériques, bureaucratie clinique, ressources humaines, services prolongés lorsque réalistes et retour volontaire des retraités.

Renforcer l'éducation et le français

Le premier mandat renforcera français, mathématiques, histoire du Québec, culture générale, éducation civique, formation professionnelle, métiers essentiels, discipline scolaire et climat d'apprentissage.

Contrôler l'immigration selon la capacité d'accueil

Le Projet Nova publiera un portrait réel de la capacité d'accueil et mettra fin aux programmes de recrutement massif non justifiés.

Agir sur le logement

Le premier mandat traitera le logement comme priorité nationale : permis simplifiés, délais municipaux publiés, blocages inutiles réduits, offre augmentée et équilibre locataires-propriétaires.

Protéger les contribuables

Le mandat lancera l'inventaire des taxes cachées, le budget citoyen, le portrait réel de la dette, la lutte contre le gaspillage, les paradis fiscaux et les frais publics abusifs.

Libérer l'économie réelle

Le gouvernement visera la réduction de la paperasse, le soutien aux PME, la valorisation des métiers, le paiement rapide des fournisseurs de l'État, la concurrence loyale et le développement régional.

Refuser les contre-tarifs automatiques

Avant toute mesure commerciale, le gouvernement devra analyser l'effet sur les prix, familles, entreprises, travailleurs, régions et chaînes d'approvisionnement.

Protéger les données et la vie privée

Le Projet Nova veut collecte minimale, droit de correction, journalisation des accès, sanctions contre les accès abusifs, protection contre les fuites, refus du score social et refus de la surveillance de masse.

Encadrer l'intelligence artificielle publique

L'IA publique devra être transparente, explicable, contestable par recours humain, auditée pour ses biais et incapable de produire de l'arbitraire automatisé.

Préparer la Constitution du Québec souverain

La Constitution devra limiter le pouvoir, protéger les droits, garantir la démocratie, protéger le français, encadrer les finances, protéger les services essentiels et garantir le vote indépendant.

Préparer la transition nationale

La transition exigera lois de transition, finances claires, plans de continuité, citoyenneté québécoise, frontières, reconnaissance internationale, systèmes numériques, services essentiels et information citoyenne.

Publier un tableau de suivi des engagements

Les citoyens devront voir ce qui est fait, en cours, retardé, pourquoi, qui est responsable, quels résultats sont obtenus et quelles corrections sont nécessaires.

Conclusion du bloc 5

Le premier mandat du Projet Nova devra ouvrir l'État, auditer les dépenses, protéger le vote, simplifier la bureaucratie, défendre les services essentiels, contrôler l'immigration selon la capacité réelle, protéger les contribuables, libérer l'économie et préparer la souveraineté. Le peuple pourra voir, comprendre, suivre et juger.

BLOC 6 - CONCLUSION FINALE, APPEL AUX CITOYENS ET CLAUSE DE TRANSMISSION

Conclusion finale

Le Projet Nova est né d'une conviction simple : le Québec doit reprendre le contrôle de son avenir. Reprendre le contrôle signifie changer la manière dont le pouvoir fonctionne, redonner au peuple le droit de voir, comprendre, décider, contrôler et corriger.

Le Québec a besoin d'un vrai changement

Un vrai changement ne consiste pas seulement à remplacer un parti par un autre. Il consiste à remettre les règles du pouvoir entre les mains du peuple.

Nous ne voulons pas gérer le déclin

Le Projet Nova ne veut pas administrer lentement l'affaiblissement de notre langue, de nos services, de nos finances, de nos régions, de notre démocratie et de notre capacité nationale. Il veut reconstruire.

Le peuple doit redevenir le centre du pouvoir

Le peuple doit pouvoir suivre le pouvoir, vérifier les engagements, comprendre les budgets, voir les contrats, contester les abus et trancher les grandes décisions nationales.

Le vote doit être protégé

Le vote est la voix politique du peuple. Il doit être protégé contre le gouvernement, les partis, les intérêts privés, les ingérences et les manipulations.

La transparence doit devenir une règle

Les citoyens ont le droit de savoir qui décide, pourquoi une décision est prise, combien elle coûte, qui reçoit l'argent public, quels résultats sont obtenus et quels correctifs sont appliqués.

L'argent public appartient au peuple

Chaque dollar prélevé doit être justifié ; chaque dépense importante doit être visible ; chaque programme doit être évalué ; chaque gaspillage doit être corrigé.

Les services essentiels avant l'image politique

Un gouvernement sérieux se juge à ses résultats concrets, non à ses slogans, conférences de presse ou campagnes d'image.

L'économie doit produire à nouveau

Le Québec doit redevenir un territoire de travail, de production, d'entreprise, d'innovation et de transformation. Une économie forte est une condition de liberté nationale.

Le français doit rester le cœur du Québec

Le français est une mémoire, une culture, une continuité, une langue commune et une condition de cohésion nationale.

L'immigration doit être responsable

Accueillir dignement exige de connaître nos capacités réelles. Une politique responsable protège à la fois les citoyens et les nouveaux arrivants.

Le numérique doit servir la liberté

Le Projet Nova refuse le score social, la surveillance de masse et l'État-algorithme sans recours humain. La technologie doit servir le peuple, non le contrôler.

La souveraineté doit être préparée

Un pays ne s'improvise pas. La souveraineté exige Constitution, lois de transition, mandat populaire clair, finances transparentes, services protégés, citoyenneté, stratégie internationale, frontières préparées et continuité administrative.

Nous refusons les anciens réflexes

Le Projet Nova refuse la politique de carrière, le culte du chef, les promesses impossibles, les privilèges, les dépenses de luxe, les décisions cachées, les taxes déguisées, la surveillance de masse et l'improvisation souverainiste.

Nous choisissons la responsabilité

Le Projet Nova choisit la vérité plutôt que le marketing, la responsabilité plutôt que l'excuse, la transparence plutôt que le secret, le peuple plutôt que l'appareil, les faits plutôt que les slogans, le français plutôt que l'effacement et la souveraineté plutôt que la dépendance.

Appel aux citoyens

Citoyens du Québec, le Projet Nova vous appelle à participer : à comprendre, questionner, proposer, vérifier, bâtir, corriger et défendre l'avenir. Le Québec ne se reconstruira pas par quelques dirigeants seuls. Il se reconstruira par un peuple qui reprend confiance en lui-même.

Notre engagement national

Le Projet Nova prend l'engagement de ne pas trahir sa mission : bâtir un Québec souverain, francophone, démocratique, transparent, intègre, productif, responsable, humain, sécuritaire, libre et contrôlé par ses citoyens.

Clause de transmission

Le présent manifeste doit être transmis comme un appel, une orientation et un engagement. Il doit être lu avec le Programme électoral complet, le Dossier État, la Constitution proposée, les normes fondamentales, les lois de transition et les documents citoyens du Projet Nova. Il ne remplace pas les documents techniques ; il les rend compréhensibles.

Déclaration finale

Le Québec peut redevenir maître de son avenir. Il peut bâtir un État plus simple, plus transparent et plus responsable. Il peut défendre le français, protéger ses services essentiels, libérer son économie réelle, contrôler son immigration, protéger son vote, préparer sa souveraineté, refuser les privilèges, corriger ses erreurs et redevenir un peuple qui décide.

Dernier appel

À ceux qui pensent que rien ne peut changer : le changement commence quand le peuple cesse d'accepter l'impuissance. À ceux qui pensent que le système est trop fort : aucun système ne peut durer éternellement contre un peuple qui comprend et s'organise. À ceux qui veulent redonner le pouvoir au peuple : le Projet Nova est un chemin.

Formule finale

Le Projet Nova n'appartient pas à un chef. Il n'appartient pas à un parti. Il n'appartient pas à un appareil. Il appartient à l'idée qu'un peuple doit pouvoir se gouverner lui-même, clairement, librement et responsablement. Le Québec doit reprendre le contrôle de son avenir. C'est la mission du Projet Nova.

ANNEXE - SYNTHÈSE OPÉRATIONNELLE DU MANIFESTE

Axe	Engagement	Effet recherché
Peuple	Redonner contrôle, référendum, initiative, révocation	Démocratie réelle
Vote	Autorité électorale indépendante	Confiance et neutralité
État	Transparence, audit, accès à l'information	Pouvoir visible
Finances	Taxes cachées, dette, gaspillage, budget citoyen	Respect des contribuables
Services	Santé, éducation, justice, sécurité, énergie, eau	Continuité et résultats
Économie	PME, travail, régions, production, innovation	Création de richesse
Langue	Français langue commune	Cohésion nationale
Immigration	Capacité d'accueil et francisation	Intégration responsable
Numérique	Données, IA, cybersécurité, accès humain	Liberté et souveraineté
Souveraineté	Constitution, transition, reconnaissance, citoyenneté	Québec capable

MISE À JOUR INTÉGRÉE — ADDENDUM CORRECTIF No 1

Police, armée, nominations indépendantes et enquêtes citoyennes

Version mise à jour — Projet Nova

Champ	Intégration
Document	Manifeste — ajout doctrinal public
Statut	Mis à jour par intégration directe de l'Addendum correctif no 1
Portée	Sécurité publique, police, armée, nominations, enquêtes indépendantes, reddition de comptes
Mention	Cette mise à jour remplace toute formulation antérieure incompatible avec ces principes.

1. Statut de la mise à jour

Le présent document intègre officiellement les principes de l'Addendum correctif no 1 du Projet Nova. Cette mise à jour complète les sections relatives à la sécurité publique, à la police, à la défense du territoire, aux nominations sensibles, aux enquêtes indépendantes, à la lutte contre la corruption et à la reddition de comptes des titulaires de pouvoirs publics majeurs.

2. Fin des quotas de contraventions

Le Projet Nova affirme qu'aucun policier, service policier ou responsable de sécurité publique ne doit être évalué, directement ou indirectement, selon des quotas de contraventions, de constats d'infraction ou de revenus générés par l'application réglementaire. Les contraventions ne doivent jamais devenir une taxation déguisée, un objectif financier ou une pression administrative imposée aux policiers.

3. Recentrage de la mission policière

La mission première de la police doit être la protection des citoyens, la sécurité des quartiers, la prévention de la violence, la protection des victimes et la lutte contre la criminalité réelle. Les priorités policières doivent viser notamment les gangs criminalisés, les gangs de rue, le crime organisé, les crimes violents, le trafic de drogues et d'armes, l'exploitation des personnes, la fraude organisée, la corruption, la cybercriminalité et les réseaux qui menacent les familles, les commerces, les régions et les institutions.

4. Rôle limité de l'armée ou force de défense

Dans un cadre souverain, l'armée ou force de défense du Québec doit avoir pour mission principale la protection du territoire, des frontières, des infrastructures critiques, de la population en cas de crise majeure et de la souveraineté nationale. Elle ne doit pas remplacer la police civile, ni devenir un instrument de maintien de l'ordre politique, ni servir à contrôler la population.

5. Organisme civil indépendant d'enquête

Le Projet Nova affirme qu'aucune institution ne doit enquêter seule sur elle-même. Les abus policiers, militaires, administratifs, judiciaires ou politiques graves doivent relever d'un organisme civil indépendant, extérieur à la police, extérieur à l'armée et protégé contre les pressions gouvernementales ou partisans.

6. Séparation des fonctions : enquêter, poursuivre, juger

Pour éviter la concentration abusive du pouvoir, les fonctions doivent être séparées : l'organisme indépendant enquête, le ministère public ou l'autorité compétente poursuit, et les tribunaux indépendants jugent. Aucun organisme ne doit cumuler seul les pouvoirs d'enquête, d'accusation et de jugement.

7. Nominations indépendantes des postes sensibles

Le gouvernement ne doit pas nommer seul les personnes chargées de contrôler la justice, la police, les élections, l'éthique, les enquêtes publiques, les contrats publics ou la surveillance de l'État. Les postes sensibles doivent être pourvus par des processus indépendants, transparents et vérifiables comprenant, selon le cas, une commission de sélection indépendante, des critères publics de compétence, une déclaration des conflits d'intérêts, des audiences publiques, une confirmation démocratique ou citoyenne, un mandat limité et une procédure de destitution encadrée en cas de faute grave.

8. Fiche publique de reddition de comptes citoyenne

Les titulaires de fonctions publiques majeures doivent être soumis à une fiche publique de reddition de comptes citoyenne. Cette fiche ne constitue pas un score social. Elle constitue un mécanisme de transparence institutionnelle permettant aux citoyens de connaître le mandat, les qualifications, les conflits d'intérêts déclarés, les plaintes fondées, les sanctions, les audits, les résultats institutionnels et les obligations de correction lorsque la loi le prévoit.

9. Protection de l'indépendance judiciaire

La reddition de comptes ne doit jamais permettre l'intimidation politique, la vengeance populaire ou la destruction de l'indépendance judiciaire. Un juge ne doit pas être sanctionné pour une décision légale mais impopulaire. Les mécanismes de contrôle doivent viser les fautes graves, la corruption, les conflits d'intérêts cachés, l'inconduite, la partialité institutionnelle ou les manquements sérieux au devoir public.

10. Principe institutionnel final

La police protège les citoyens. L'armée protège le territoire. Les organismes indépendants enquêtent sur les abus. Les autorités compétentes poursuivent. Les tribunaux indépendants jugent. Le peuple contrôle les institutions. Le gouvernement ne doit jamais contrôler seul ceux qui doivent le surveiller.

11. Points intégrés dans la version mise à jour

- Fin des quotas de contraventions et interdiction des objectifs policiers fondés sur les revenus.
- Priorité policière aux gangs criminalisés, gangs de rue, crime organisé et formes graves de criminalité.
- Rôle de l'armée limité à la protection du territoire, des frontières, des infrastructures critiques et au soutien encadré en crise majeure.
- Création d'un organisme civil indépendant d'enquête, extérieur à la police, à l'armée et au gouvernement.
- Séparation stricte des fonctions d'enquête, de poursuite et de jugement.
- Processus indépendants et transparents pour les nominations sensibles.
- Fiche publique de reddition de comptes citoyenne, sans score social ni pression politique illégitime.
- Protection contre la corruption, la collusion, les nominations partisans et l'ingérence gouvernementale.

FIN DE LA MISE À JOUR INTÉGRÉE — ADDENDUM CORRECTIF No 1